

Unité départementale du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83041 - Toulon cedex 9

Toulon, le 10/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOFOVAR

150 allée Eugene Freyssinet
FREJUS
83600 FREJUS

Références : D-UD83-2022-0279

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2022 dans l'établissement SOFOVAR implanté 150 allée Eugene Freyssinet FREJUS 83600 FREJUS. L'inspection a été annoncée le 26/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFOVAR
- 150 allée Eugene Freyssinet FREJUS 83600 FREJUS
- Code AIOT dans GUN : 0006411248
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SOFOVAR exploite une plateforme de regroupement et tri de déchets et une déchetterie professionnelle sur la commune de Fréjus, dans le pôle BTP du Capitou. Ces installations de transit, de tri et de regroupement des déchets sont autorisées par arrêté préfectoral du 25 août 2014 modifié. L'établissement est constitué d'un bâtiment principal de tri, d'une plate forme de collecte de déchets à destination des professionnels et d'un bâtiment administratif.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- protection incendie
- situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
protection incendie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 7.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Conformité dossiers	Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 1.5.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
protection incendie	Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 5.1.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
protection incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription
Conformité dossier	Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modalités d'exploitation prévues par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter ne sont pas respectées.

Des non-conformités aux prescriptions réglementaires édictées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 25 août 2014 modifié ont été constatées lors de l'inspection.

Certaines non-conformités importantes portent sur la protection incendie de l'établissement.

La réalisation d'un porter à connaissance des modifications apportées accompagné d'une étude des dangers révisée de l'établissement est nécessaire .

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• d'un système de détection incendie, constitué de têtes de détection optique de fumées, réparties sous la toiture du bâtiment de stockage des déchets, reliées à une centrale de détection et un centralisateur de mise en sécurité incendie, déclenchant à minima une alarme sonore ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.3.1 ;• de trois poteaux incendie de 100 mm de diamètre normalisé NFS 61.213 et 62.200, le premier devant être implanté à proximité de l'entrée de l'établissement, le second à proximité du bâtiment de tri et de transit, le troisième étant situé sur l'allée Eugène Freyssinet, à proximité de la plateforme de collecte. Deux poteaux doivent pouvoir fonctionner simultanément, assurant un débit minimum de 120 m³/h pendant 2h ;• de vingt-et-un robinets d'incendie armés DN40 disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux jets de lance en direction opposée ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• d'un extincteur sur chaque engin, afin de lutter contre d'éventuels feux de moteur ;• d'une voie engins permettant aux véhicules de lutte contre l'incendie d'accéder à l'ensemble des façades des bâtiments.• Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. En particulier, il fait réaliser semestriellement un test de bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de détection incendie et de déclenchement des asservissements ou mises en sécurité associées. Les rapports de vérification correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Le poteau incendie situé à l'entrée du site est inopérant , il est recouvert d'un film plastique et a fait l'objet d'un constat de mauvais fonctionnement lors de la dernière vérification des moyens de protection incendie du 11/08/2021.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas semestriellement un test de bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne de détection incendie et de déclenchement des asservissements ou mises en sécurité associées</p> <p>le dernier contrôle de débit disponible n'a pas été réalisé avec le fonctionnement simultané de 2 poteaux afin de s'assurer que 2 poteaux peuvent fonctionner simultanément, assurant un débit minimum de 120 m³/h pendant 2h.</p>
<p>Observations : - Remettre en fonction le poteau incendie de l'entrée du site</p> <ul style="list-style-type: none">- Réaliser un test de fonctionnement de la chaîne de détection incendie et mises en sécurité associées- Contrôler le débit en fonctionnement simultané de 2 poteaux (minimum 120 m³/h pendant 2 heures
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conformité dossiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, installations
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : De nombreuses modifications ont été apportées aux installations sans avoir été portées à la connaissance du préfet. Les installations et leurs annexes ne sont pas disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. La plateforme de collecte située à l'Est du site n'est pas aménagée comme prévu notamment dans le porter à connaissance du 19/09/2014 , les 3 zones de stockage distinctes sont absentes, les nombre et la disposition des boxs de stockage ainsi que leur affectation sont différents. l'emplacement des différentes zones d'activité et des stockage dans le bâtiment ne sont pas celles prévues dans l'étude des dangers initiale (emplacement du broyeur, de la presse à balles,...) Le nombre et l'affectation des boxs situés au Nord du site sont différents , le parking et la zone de stockage de bennes vides prévues à l'Ouest et au Sud Ouest sont absents. l'étude des dangers initiale et les modélisations des effets d'incendie fournies à l'occasion des porter à connaissance de septembre 2014 et juin 2017 sont donc à réviser totalement dans le cadre d'un porter à connaissance.
Observations : Fournir Porter à connaissance des modifications avec étude des dangers révisée
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 5.1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, stockage
Prescription contrôlée : Le bâtiment de stockage et la plateforme de collecte, et pus précisément les différentes zones d'entreposage, sont organisés conformément aux plans figurant dans le dossier de demande d'autorisation et dans le porter à connaissance relatif à la plateforme de collecte dédiée aux petits-porteurs. Les déchets sont stockés dans des bennes, des bacs ou des casiers mobiles ou alvéolaires modulables, dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, ruissellements, infiltrations dans le sol, odeurs).
Constats : La zone extérieure de stockage des balles de papiers/cartons longeant la clôture Sud Ouest de la plateforme de valorisation n'est pas prévue dans le dossier de demande d'autorisation initial et donc pas prise en compte dans l'étude des dangers initiale. Seule une zone de stockage de balles à l'intérieur du bâtiment est considérée. La zone extérieure était en fait initialement destinée à stocker des bennes vides. Cette zone extérieure évoquée dans le porter à connaissance du 22/06/2017, qui avait pour objet le remplacement du broyeur, n'est pas non plus prise en compte dans la notice d'incidence sur les risques accidentels jointe à ce porter à connaissance. Le risque incendie de la zone de stockage des balles en extérieur- et en limite de site n'a donc jamais été étudié et les potentiels effets d'un tel phénomène dangereux à l'extérieur des limites du site n'ont donc pas été déterminés. Le stockage de balles en extérieur le long de la limite n'est pas autorisé.
Observations : Le stockage de balles doit être situé à l'intérieur du bâtiment
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment .
Observations : Fournir les justificatifs de dimensionnement (plans, calculs)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conformité dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2014, article 3
Thème(s) : Autre, conformité dossier
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant
Constats : Les conditions de stockage des déchets dans les boxs de la plateforme de collecte ne sont pas respectées. certains stocks de bois et de plastique dépassent les parois des boxs. les hauteurs de stockage maximum prévues au porte à connaissance de septembre 2014 est égale à 2 mètres pour des boxs avec parois en béton de 3 mètres de haut Ces données sont prises en compte dans la notice de dangers jointe au porter à connaissance susvisé et dans la modélisation d'un incendie de la plateforme réalisée.
Observations : Les stocks de déchets doivent avoir une hauteur maximum de 2 mètres
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription